

Communiqué de presse

Les Grandes Institutions Financières Suisses continuent d'alimenter le chaos climatique

Paris, 28 mars 2023 – Alors que le monde de la finance suisse traverse une crise bancaire, un nouveau rapport (1) souligne l'incapacité des institutions financières suisses à remettre en cause leur soutien au secteur de l'énergie pour faire face à la crise climatique. Suite à la décision d'UBS de racheter Credit Suisse, un nouveau géant européen du financement des énergies fossiles pourrait voir le jour : réunis, UBS et Credit Suisse entrent dans le top 20 des plus grandes banques et dans le top 10 des plus grands gestionnaires d'actifs au monde (2). Reclaim Finance, BreakFree Suisse, Greenpeace Suisse, Alliance Climatique Suisse, Campax, Fossil Free et Grève du Climat, exhortent les régulateurs suisses, qui ont volé au secours du Crédit Suisse, à s'assurer que leurs institutions financières prennent des mesures immédiates contre l'expansion fossile.

Ce rapport révèle qu'aucune des principales institutions financières suisses - UBS, Credit Suisse, Swiss Life AM, Zurich et Pictet – n'a de politique climatique solide. Ainsi, celles-ci continuent de fournir des milliards de dollars, presque sans aucune restriction, aux entreprises développant nouveaux projets liés au charbon et de production de pétrole et gaz.

Ce soutien continu, sous forme de prêts et d'obligations, aux développeurs d'énergies fossiles, n'est pas conditionné à une demande d'arrêt de leurs stratégies d'expansion, à l'encontre des avis d'experts en matière de climat. Les recherches du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) montrent qu'il n'y a pas de place pour de nouveaux projets liés au charbon ni pour de nouveaux champs de production de pétrole et de gaz et terminaux GNL si nous voulons limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré.

Morgane Nusbaumer, de BreakFree Suisse, déclare : "Les causes de l'effondrement du Credit Suisse sont à chercher dans sa culture du profit à tout prix et de sa vision à court terme, soutenue par certains de ses principaux actionnaires, à savoir les compagnies pétrolières et gazières étatiques d'Arabie saoudite et du Qatar. Cela démontre l'échec fondamental des autorités de régulation qui ont inconditionnellement renfloué la banque avec de l'argent public pour l'opération de rachat d'UBS. Reprendre le contrôle d'un tel titan de la finance par le biais d'une réglementation stricte est désormais essentiel pour faire face au risque de chaos climatique."

Selon le rapport, entre avril 2021 et août 2022, UBS et Credit Suisse ont fourni au moins US\$ 8 milliards en prêts et en souscription à des entreprises développant de nouveaux projets de charbon ou de nouveaux projets de production de pétrole et de gaz. De leur côté,

les branches de gestion d'actifs d'UBS et de Credit Suisse détenaient au moins US\$ 19 milliards d'investissements dans ces entreprises, en septembre 2022 (3).

Les auteurs du rapport notent qu'en rachetant Credit Suisse, UBS récupère US\$6 milliards de transactions bancaires, y compris avec les entreprises Qatar Energy et ConocoPhillips. Avec cette transaction, qui inclut également la branche de gestion d'actifs du Credit Suisse, l'exposition d'UBS aux développeurs fossiles augmentera de plus de US\$8 milliards.

Le rapport révèle la prédominance des décisions ad hoc sur les mesures systématiques liées au climat, ce qui entraîne des incohérences et un manque de clarté dans leurs relations avec les développeurs fossiles. Par exemple, Pictet, UBS AM et Credit Suisse AM ont voté en 2022 contre la réélection du président de Glencore, mais continuent à fournir de nouveaux capitaux à l'entreprise. Les organisations auteurs du rapport rappellent qu'en ne s'engageant pas efficacement auprès des entreprises qui développent les énergies fossiles, ces acteurs financiers contribuent à accroître les risques climatiques et financiers.

Lara Cuvelier, Chargée de campagne Investissements soutenables à Reclaim Finance, déclare: "UBS va donc devenir l'une des plus grandes banques et l'un des plus gros gestionnaires d'actifs d'Europe, ainsi que l'un des plus grands soutiens mondiaux au développement des énergies fossiles. La question est donc la suivante : ce nouveau géant de la finance changera-t-il de cap et mettra-t-il fin à son soutien à l'expansion fossile ? Il est temps que la finance suisse arrête de soutenir les développeurs charbon comme Glencore et le groupe Adani - et les régulateurs doivent veiller à ce que tout sauvetage futur à l'aide de fonds publics soit conditionné à la réduction des flux financiers vers les destructeurs du climat."

Niki Vischer, experte technique pour la finance durable auprès de Greenpeace Suisse, déclare : "Avec l'acquisition de Credit Suisse, UBS reprend également la responsabilité du financement par Credit Suisse d'entreprises qui dérèglent le climat. UBS devient ainsi une banque d'importance systémique pour le climat. Le rapport révèle que les directives climatiques des banques suisses étudiées sont insuffisantes pour les empêcher de continuer à soutenir l'expansion de la production fossile, ce qui est incompatible avec les objectifs climatiques des banques. Alors que la Suisse subit déjà de plus en plus les conséquences de la crise climatique, il est grand temps que les banques et les gestionnaires de fortune suisses adaptent leurs lignes directrices à leurs objectifs climatiques et retirent leur soutien aux entreprises qui participent à l'expansion de la production de pétrole et de gaz."

Reclaim Finance, BreakFree Suisse, Greenpeace Suisse, Alliance Climatique Suisse, Campax, Fossil Free et Grève du Climat exhortent les institutions financières suisses à adopter des mesures contre l'expansion fossile et à adopter des politiques d'engagement solides (4). Les auteurs appellent également les régulateurs suisses à conditionner tout soutien futur aux institutions financières à l'adoption de telles mesures.

Informations complémentaires :

- Reclaim Finance : <https://reclaimfinance.org/site/>
- Rapport : https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2023/03/2023.03.28_Swiss-finance-complicit-in-fossil-fuel-expansion.pdf

Contact:

- Lara Cuvelier, Chargée de campagne à Reclaim Finance, lara@reclaimfinance.org / +33668451893
- Morgane Nusbaumer, BreakFree Suisse, morgane.ammann@gmail.com
- Niki Vischer, Experte technique pour le financement durable à Greenpeace Suisse, nvischer@greenpeace.org / 044 447 41 11
- Sarah Bakaloglou, Chargée des relations presse France, sarah@reclaimfinance.org, +33661682510
- Loïc Schwab, Communication, Alliance Climatique Suisse, medias@alliance-climatique.ch / 079 766 96 20

Notes :

(1) « La finance suisse complice de l'expansion des énergies fossiles », Reclaim Finance, Breakfree Suisse, Greenpeace Suisse, Alliance Climatique Suisse, Campax, Fossil Free and Grève du Climat, Mars 2023.

(2) Les actifs bancaires combinés d'UBS et du Credit Suisse s'élèveraient à US\$ 1946 milliards, UBS devenant la 17e banque mondiale, selon les données de "[The world's 100 largest banks, 2022](#)", S&P Global. UBS AM et Credit Suisse AM détiendraient environ US\$ 2700 milliards d'actifs sous gestion, selon les données de "[The world's largest asset managers 2022](#)", Thinking Ahead Institute.

(3) Avril 2021 est la date à laquelle ces acteurs ont rejoint le Glasgow Financial Alliance for Net Zero. En raison de lacunes dans les sources de données commerciales disponibles, nos estimations sont nécessairement incomplètes et sous-estiment l'ampleur réelle des financements accordés aux entreprises qui développent des activités fossiles. Les prêts bancaires non syndiqués, par exemple, ne sont pas pris en compte dans nos données. Les avoirs obligataires sont largement sous-estimés.

(4) Les institutions financières présentées dans ce rapport tiennent leurs assemblées générales annuelles dans les semaines à venir : Credit Suisse AGM, 4 avril ; UBS AGM, 5 avril ; Zurich Insurance AGM, 6 avril ; et Swiss Life AM AGM, 28 avril.